

Sarkozy « Je ne veux plus entendre dire que l'outre-mer a besoin de la métropole »

Le président de la République qui adressait ses vœux aux ultramarins depuis Saint-Denis de la Réunion, a promis de tenir les engagements d'aide pris en conclusion des Etats généraux de l'outre-mer

Des vœux à l'outremer, pour la première fois, «en situation» pour Nicolas Sarkozy, qui après une visite à Mayotte, lundi, a poursuivi sa tournée dans l'Océan Indien, ce mardi, à la Réunion. Devant plusieurs milliers de personnes réunies à Saint-Denis-de-la-Réunion, le président de la République a promis aux Français d'outre-mer qu'il tiendrait les engagements d'aide pris par son gouvernement après la crise sociale de l'hiver 2009, mais leur a demandé de rompre avec «l'assistanat».

Le chef de l'Etat a d'abord voulu assurer aux ultra-marins que son gouvernement «respectera et mettra en oeuvre les décisions» prises lors des Etats généraux de l'outre-mer, vaste consultation à thèmes (pouvoir d'achat, institutions, dialogue social, culture et mémoire, etc.), censée permettre une mise à plat de tous les problèmes touchant ces territoires. «Je serai exigeant, intransigeant sur le respect de la parole donnée parce que je sais que vous avez trop souffert de promesses sans lendemain et de magnifiques discours incantatoires», a-t-il lancé.

«Rompre avec les habitudes du passé»

Mais en contrepartie, Sarkozy a plaidé pour un «**nouveau modèle de développement, moins dépendant de la métropole**» et demandé aux habitants de la «France des trois océans» de «rompre avec les habitudes du passé». «**Je ne veux plus entendre dire que l'outre-mer a besoin de la métropole, je veux qu'on dise que ce besoin est réciproque**», a-t-il intimé.

Dans une île où le taux de chômage dépasse le quart de la population active, le chef de l'Etat a abordé la question des aides sociales, promettant notamment le RSA (revenu de solidarité active), pour «nos compatriotes [qui en] ont besoin». Un engagement aussitôt assorti d'une mise en garde: «**L'avenir de l'outre-mer français ne passe pas par l'assistanat (...) mais par les moyens que la République vous donnera pour vous développer.**» Parmi les pistes évoquées pour permettre ce «développement endogène», celle des énergies renouvelables. «L'océan est là, le soleil également. S'il est des territoires qui peuvent être autonomes énergiquement parlant, ce sont bien ceux d'outre-mer», a suggéré Sarkozy.

Réforme du mode de scrutin en Polynésie

Comme il l'avait fait lundi à Mayotte, il a lancé un avertissement à «ceux qui portent la violence», allusion voilée aux militants du LKP guadeloupéen qui ont refusé de participer aux Etats généraux. «Rien ne me fera accepter cette forme de désordre», a tonné Sarkozy.

Après le référendum sur l'autonomie en Martinique et en Guyane le 10 janvier, le Président a aussi redit sa «souplesse» sur les institutions. «Avec une seule ligne rouge dont je n'accepterai jamais qu'elle soit franchie, a-t-il insisté, celle de l'indépendance».

Seule annonce de son discours, il a ainsi promis une réforme du mode de scrutin en Polynésie française, qui a changé neuf fois de président depuis 2004, pour mettre un terme à une «vaste comédie où les ennemis d'hier deviennent les alliés d'aujourd'hui».

Sitôt fini son discours, le chef de l'Etat a repris le chemin de Paris via Djibouti, en s'engageant à adresser «chaque année» ses vœux aux ultra-marins depuis un de leur territoire.

Même bref, le séjour présidentiel à la Réunion a aussi été l'occasion d'un discret soutien à la tête de liste UMP aux régionales, le député-maire du Tampon (sud) Didier Robert, qui rêve de priver du perchoir régional le communiste Paul Vergès, 85 ans. «C'est jouable», a avancé le patron de l'UMP, Xavier Bertrand, qui a suivi le chef de l'Etat comme son ombre. Un soutien que son adversaire communiste a jugé déplacé «C'est inédit», a-t-il dénoncé.

(Source AFP)